

Quand le gouvernement parle de contrôle de l'offre, il songe à restreindre, à régir et à diriger l'agriculture canadienne. Une telle politique était inconnue naguère au Canada. Les agriculteurs avaient toute liberté d'action. Ils dirigeaient leur entreprise et prenaient eux-mêmes des décisions, à bon ou à mauvais escient. Le gouvernement s'imagine qu'ils ne savent plus de nos jours prendre de décisions et qu'il doit le faire pour eux. C'est malheureusement le fondement des mesures législatives qu'on nous présente de nos jours. A une époque où nous importons pour près d'un milliard de vivres par année, le gouvernement songe à restreindre l'agriculture.

• (12.30 p.m.)

Si nous avions des débouchés supplémentaires d'un milliard de dollars pour nos produits de ferme, nous n'aurions pas aujourd'hui ces difficultés économiques. Ce supplément d'un milliard pour notre commerce permettrait à l'industrie canadienne de survivre. Le gouvernement parle de restrictions du commerce, de restrictions de la production et de contrôle de l'offre. Quelles solutions offre-t-il? Le gouvernement déclare qu'il faut adopter cette politique, réduire le nombre de nos cultivateurs. Il faudrait une politique par laquelle on arracherait sans douleur les cultivateurs à leurs exploitations agricoles. Quelle solution facile aux problèmes de l'agriculture! Il suffit de les enlever de leurs fermes et les problèmes disparaîtront.

Les besoins du monde en vivres vont augmenter, surtout en matière de protéines. Bien que le Canada puisse produire des protéines en abondance, le gouvernement veut enlever les cultivateurs de leurs fermes et les transplanter dans les villes déjà grandes et qui s'étendent encore où ils tomberont à la charge de l'assistance publique. Le gouvernement parle de recyclage. L'âge moyen du cultivateur canadien se situe à la fin de la quarantaine ou au début de la cinquantaine. Sont-ce là des gens que nous allons recycler? Allons-nous leur donner des emplois à un moment où le chômage est à son niveau le plus élevé? La chose est ridicule.

Nous autres, de l'opposition officielle, nous faisons plus qu'appuyer le principe de la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui, nous le faisons nôtre. J'espère qu'après près de sept ans, l'un des députés ministériels accouchera d'une idée, d'une seule, quant aux moyens par lesquels le gouvernement actuel pourrait aider l'industrie agricole. Si jamais cela arrive, monsieur l'Orateur, ce sera la première fois pour le gouvernement actuel.

[Français]

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur l'Orateur, c'est avec satisfaction que j'ai pris [M. Danforth.]

connaissance de la motion présentée ce matin et qui exprime une opinion réaliste. On y dit que l'économie agricole de ce pays est déprimée, et je suis d'accord là-dessus, mais, au fait, il y a plus. Il suffit de voyager un tant soit peu à travers le pays pour constater que les cultivateurs aussi sont déprimés non pas qu'ils ne peuvent faire produire leur ferme ou mieux exploiter leur troupeau, mais parce que, d'une part, le coût de production augmente continuellement et, d'autre part, le revenu net diminue d'année en année.

Monsieur l'Orateur, les hommes d'affaires de nos campagnes, qui sont habitués à transiger avec les cultivateurs, souffrent également de cette situation, parce que les cultivateurs sont incapables d'acheter les matériaux nécessaires à l'entretien de leurs bâtiments de ferme. Par conséquent, les hommes d'affaires s'inquiètent de voir ainsi périr l'industrie de leur milieu.

Un autre facteur qui contribue à augmenter considérablement le coût de production des denrées agricoles, c'est l'augmentation constante du prix des instruments aratoires. Le prix des pièces de rechange continue d'augmenter, mais nous espérons qu'à la suite du rapport de la Commission Barber, le gouvernement prendra les dispositions nécessaires en vue de permettre aux cultivateurs de se procurer les instruments aratoires et les pièces de rechange à un prix raisonnable.

Dans la province de Québec, il existe une industrie de base, savoir l'industrie laitière. Je voudrais en dire un mot, parce que dans cette province, des manifestations ont encore lieu. Les agriculteurs ne sont pas très heureux de la politique laitière du gouvernement pour l'année laitière 1970-1971, pas plus d'ailleurs qu'ils n'étaient satisfaits de celle de 1969-1970.

Monsieur l'Orateur, au-delà de 80 p. 100 des cultivateurs du Québec sont des producteurs de lait ou de crème et plus de 60 p. 100 de leur revenu provient de la vente des produits laitiers ou du bétail de type laitier, etc. Cette production répond bien à la vocation naturelle de notre milieu agricole et ses progrès témoignent de l'aptitude certaine d'un grand nombre de nos cultivateurs dans ce domaine. La politique laitière revêt donc une importance primordiale pour le Québec et jusqu'à tout récemment, j'avais réellement espoir que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Olson) consentirait à apporter des modifications à la politique laitière. Mais à la suite de sa visite à Richmond, je suis un peu plus pessimiste. Tout de même, je demande encore, au nom des producteurs de lait industriel, la révision de la politique laitière pour l'année 1970-1971, en vue d'y apporter des améliorations qui permettront aux cultivateurs réellement engagés dans la production laitière, à